

LES ETUDIANTS CONFINES EN CROUS MENACES D'EXPULSION : EXONÉRATION DES LOYERS ET ARRÊT DES EXPULSIONS !

Des milliers d'étudiants, parmi les plus précaires, sont restés confinés dans leur chambre du CROUS depuis le 16 mars, car ils n'ont nulle part où aller. Beaucoup ont perdu le petit job leur permettant de payer études, loyer, alimentation et déplacements.

Pendant le confinement ils et elles ont dû affronter l'isolement, parfois la faim, des difficultés d'accès au numérique alors que de nombreux partiels nécessitent une connexion stable, des dommages psychologiques...

Malgré cette détresse, les CROUS ont déjà commencé à sanctionner : ils ont refusé de réinscrire les étudiant.es qui sont en impayé de loyer. Dès cet été, ils risquent d'être expulsés et à la rentrée prochaine, ils seront sans doute à la rue, par milliers !

Déjà, avant la crise sanitaire, les étudiants étaient confrontés à l'insuffisance de logement en CROUS et à la crise du logement : micro-logement, logement indécent, colocation contrainte, longs trajets quotidiens, assignation dans la famille. Certain.es sont même sans logis, hébergés à droite à gauche faute de places.

Réunis au sein de la campagne « [Pour un moratoire et contre les expulsions](#) » des collectifs d'étudiants à Lille, Lyon, Toulouse... tirent la sonnette d'alarme (*voir exemples ci-dessous*), appellent à se rassembler et à se mobiliser :

Ensemble, nous demandons pour tous les étudiants en CROUS :

- L'exonération des loyers pendant la crise sanitaire et ses suites ainsi que la baisse des loyers
- L'arrêt des expulsions, le renouvellement des contrats pour 2020/21 et l'effacement de la dette locative des étudiants en difficulté
- La réhabilitation des résidences CROUS plutôt que leur démolition, une vraie action contre la vétusté voire l'insalubrité et les nuisibles (souris, cafards, punaises...), le respect des droits des résidents

Nous demandons aussi :

- Le relogement des étudiants sans logis, des étudiants prioritaires DAHO/DALO en CROUS ou par la réquisition
- Le rétablissement et le renforcement des APL, le prolongement des bourses universitaires durant l'été
- La production massive de logements étudiants de qualité et bon marché, l'amélioration des conditions de vie et des équipements en CROUS
- Solidaires, nous exigeons pour tous les locataires, un moratoire des loyers avec apurement des dettes, un fonds d'aide aux impayés de plusieurs milliards d'euros et une année blanche des expulsions en 2020 !

Nous appelons à des actions dans plusieurs villes en France le jeudi 2 juillet

Premiers signataires : APU de Fives Lille, ARENE (Association des Résidents de Nanterre), Comité de Lutte - Etudiant, défends tes droits - Fac des Lettres d'Aix en Provence, Comité de Lutte de Bron Lyon 2, DAL, Solidaires Etudiant.es Paris 8 Saint Denis, Union des étudiant.es Toulousain.es...

Dans plusieurs villes, dont Lille et Lyon, le Crous a exonéré des loyers les étudiants qui pouvaient se permettre de quitter leur chambre pour retourner chez leurs parents. En revanche pour ceux et celles qui ne pouvaient pas partir – en grande majorité des étudiants précaires et étrangers, parfois sans bourse – le CROUS continue de réclamer des loyers : c'est inacceptable ! Pour beaucoup d'entre eux, dont les revenus ont baissé voire complètement disparu, il n'est plus possible de payer le loyer et certains se sont déjà endettés. A cause de ces impayés, le CROUS refuse le renouvellement de leurs chambres pour l'année prochaine. Ils seront donc à la rue d'ici peu si rien n'est fait !

A Lille, alors que les associations d'aide humanitaire organisent dorénavant des distributions hebdomadaires de nourriture directement sur les campus, Une lettre ouverte adressée au CROUS de Lille et au CNOUS a rassemblé en moins d'une semaine 550 signatures. Elle demande l'annulation des loyers pour les trois mois de confinement. Il y a quelques jours une réunion d'étudiants en extérieur qui respectait toutes les consignes de sécurité (distanciation, masques, etc.) s'est faite disperser par la police. Une chose est sûre : beaucoup d'étudiants de l'Université de Lille ne peuvent tout simplement plus payer leur loyer.

À Lyon, le CROUS continue de faire pression en réclamant la régulation des loyers de tous les mois de confinement sous peine de non-réponse aux demandes de réadmission pour l'année prochaine ! De plus, cet été, certaines résidences vont être démolies sans promesse de relogement pour ses occupants actuels : cela fait des années que les étudiants y vivent dans l'insalubrité (cafards, punaises de lits) mais n'ont d'autre choix car les loyers proposés sont de plus en plus chers. Une pétition à destination du CROUS de Lyon a été créée, rassemblant plus de 120 signatures et sur certaines résidences les Comités de Lutte commencent à organiser les étudiants face au CROUS. En cette crise sanitaire, prévention et matériel de protection n'ont pas été fournis par le CROUS, mettant ainsi de nombreux locataires en danger. On leur demande de payer leur loyer, mais aussi de leur santé ! Cela fait des années que ce dernier ne remplit pas sa mission de service public et maintient les étudiants dans la précarité pour toujours plus de profits !

À Toulouse, le constat général est largement partagé. De nombreuses problématiques avaient déjà été identifiées avant même que le confinement soit déclaré : cas d'agressions sexuelles recensés dans plusieurs cités universitaires, manque d'infrastructures aux abords comme au sein même des cités U (absence d'éclairage, absence de garages à vélos, système de détection d'incendie défectueux...), problèmes d'insalubrité chronique (nuisances sonores, présence répétée d'animaux nuisibles : cafards, punaises de lit, rats...). À cela s'ajoutent des politiques discriminatoires : hausse généralisée des loyers universitaires mais également facturation des loyers plus élevée pour les étudiants étrangers. Le CROUS, bien qu'alerté avant le confinement n'a toujours pas proposé de plan d'action concret. De nombreux étudiants sans-logis et ne pouvant prétendre aux aides du Crous (bourses, logements...) ont été recensés par des associations (DAL 31 et l'Union des Étudiant.e.s Toulousain.e.s) . Ces étudiants, dont certains sont reconnus DAHO (« Droit à l'Hébergement Opposable »), attendent toujours d'être hébergés jusqu'au relogement par l'État comme le prévoit la loi.

A Nanterre, à La cite U, une Assemblée Générale d'une cinquantaine de résidents s'est réunie mercredi 17 Juin à l'initiative de l'ARENE. Les résidents se préparent à des actions et réclament : l'exonération des loyers pendant la période du confinement ; l'indemnisation pour les résidents handicapés salement mis à la porte de leurs chambres au début du confinement par la Fédération Santé des étudiants de France ; la rénovation immédiate des cuisines et l'installation de fours et étagères avec un droit de regard sur les travaux ; un gardiennage bien veillant nuit et jour et un plus grand respect des personnels d'accueil.

Rejoignez la mobilisation !